

**SEANCE DU CONSEIL METROPOLITAIN
DU 25 MARS 2024**



Convocations adressées le mardi 19 mars 2024

Nombre de délégués titulaires présents : 75

Nombre de délégués votants : 87

Nombre de délégués titulaires en exercice : 87

Délégués titulaires présents :

Frédéric AUGIS, Maria LEPINE, Emmanuel DENIS, Emmanuel FRANCOIS *est parti avant le vote de la délibération n°35*, Nathalie SAVATON, Laurent RAYMOND, Christian GATARD, Patricia SUARD, Cédric DE OLIVEIRA, Thierry CHAILLOUX, Bertrand RITOURET *est arrivé à la délibération n°4*, Sébastien MARAIS, Philippe CLEMOT, Martin COHEN, Corinne CHAILLEUX, Bruno FENET, Emmanuel DUMENIL, Elise PEREIRA-NUNES, Aude GOBLET *est arrivée à la délibération n° 7 et a donné pouvoir à Lionel AUDIGER jusqu'à son arrivée*, Thibault COULON, Christophe LOYAU-TULASNE, Patrick LEFRANCOIS, Gérard DAVIET, Régis SALIC, Sébastien CLEMENT *a donné pouvoir à Armelle AUDIN à partir de la délibération n°28*, Frédérique BARBIER, Michel GILLOT, Catherine GAULTIER, Iman MANZARI *est parti avant le vote de la délibération n°35*, Benoist PIERRE, Marion CABANNE, Céline DELAGARDE, Aylin GULHAN, Danielle PLOQUIN, Laure JAVELOT, Claudie HALLARD, Didier VALLEE, Stéphanie AK, Dominique SARDOU, Philippe BOURLIER, Bernard SOL, Lionel AUDIGER, Dominique BOULOZ, Arnault BERTRAND *a donné pouvoir à Sandrine FOUQUET à partir de la délibération n°12*, Sandrine FOUQUET, Judicaël OSMOND, Francis GERARD, Armelle AUDIN, Wilfried SCHWARTZ, Odile MACE, Frédéric DAGORET, Valérie JABOT, Laurence LEFEVRE, Michel SOULAS, Bertrand RENAUD, Cathy SAVOUREY, Christophe DUPIN, Alice WANNERROY, Florent PETIT *est parti avant le vote de la délibération n°35*, Christopher SEBAOUN *est arrivé à la délibération n°2*, Christine BLET, Betsabée HAAS, Franck GAGNAIRE, Armelle GALLOT-LAVALLEE, Antoine MARTIN, Oulématou BA-TALL *est arrivée à la délibération n°2*, Eric THOMAS *est arrivé à la délibération n°2*, Catherine REYNAUD, Christophe BOUCHET, Mélanie FORTIER *a donné pouvoir à Romain BRUTINAUD à partir de la délibération n°35*, Olivier LEBRETON *est arrivé à la délibération n°2*, Marie QUINTON, Barbara DARNET MALAQUIN, Romain BRUTINAUD, Jean-Patrick GILLE, Christophe BOULANGER.

Titulaires absents excusés :

Philippe BRIAND *a donné pouvoir à Michel GILLOT*, Stéphane HOUQUES *a donné pouvoir à Martin COHEN*, Affiwa METREAU *a donné pouvoir à Céline DELAGARDE*, Francine LEMARIE *a donné pouvoir à Valérie JABOT*, Evelyne DUPUY *a donné pouvoir à Catherine GAULTIER*, Christian BONNARD *a donné pouvoir à Laurence LEFEVRE*, Annaelle SCHALLER *a donné pouvoir à Armelle GALLOT-LAVALLEE*, Anne BLUTEAU *a donné pouvoir à Franck GAGNAIRE*, Benoît FAUCHEUX *a donné pouvoir à Christophe DUPIN*, Pierre-Alexandre MOREAU *a donné pouvoir à Elise PEREIRA-NUNES*, Fanny PUEL *a donné pouvoir à Marie QUINTON*.

Désignation de Danielle PLOQUIN, Conseillère Métropolitaine en qualité de Secrétaire de séance.

C_24_03_25_013- FINANCES - BUDGET PRINCIPAL - BUDGET PRIMITIF 2024

Monsieur Christian GATARD, vice-président donne lecture du rapport suivant :

1/ Approbation du budget primitif 2024 du budget principal

Conformément à l'article L 2311-1-2 par renvoi de l'article L 5217-10 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) et à l'article L 5217-10-2 du même code, le Conseil Métropolitain doit présenter, préalablement aux débats sur le projet de budget, d'une part un rapport sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes, les politiques qu'il mène sur son territoire et les orientations et programmes de nature à améliorer cette situation et d'autre part un rapport sur la situation en matière de développement durable.

Le rapport sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes et celui sur la situation en matière de développement durable dans le cadre du rapport d'activité de notre établissement font l'objet d'une délibération spécifique présentée à cette même séance du conseil métropolitain préalablement aux débats sur le projet de budget.

Par ailleurs, l'article L5211-12-1 du CGCT mentionne que chaque année un état présentant l'ensemble des indemnités de toutes natures dont bénéficient les élus métropolitains, au titre de tout mandat ou de toutes fonctions exercés, est communiqué chaque année aux conseillers métropolitains avant l'examen du budget. Cet état est donc transmis avec les documents envoyés à la date précisée ci-après par l'exécutif à l'assemblée délibérante pour le projet de budget.

Le projet de budget primitif pour 2024 du budget principal s'établit à 433 749 571 €.

Le compte administratif 2023 ayant été adopté lors de cette même séance, la reprise des résultats s'effectue au Budget Primitif 2024.

La présente délibération est accompagnée du rapport de présentation de ce budget, de la maquette budgétaire ainsi que des annexes obligatoires se rapportant à ce budget.

Dans le cadre de l'adoption du budget primitif 2024, il est proposé d'adopter diverses dispositions qui visent à permettre l'exécution d'un ensemble de crédits ouverts à ce budget aux conditions telles que limitativement définies.

Il s'agit par exemple des autorisations de procéder à des virements de crédits entre chapitres, aux remboursements des frais de représentation engagés par les personnes désignées, de souscrire à des emprunts, de recourir à une ligne de trésorerie, etc.

2/ Affectation des recettes 2024 issues des forfaits post-stationnement

Il est rappelé que la réforme du stationnement payant sur voirie, en application de l'article 63 de la Loi n°2014-58 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM), est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2018. Les amendes de police pour insuffisance ou non-paiement du stationnement ont été remplacées par les forfaits de post-stationnement.

Ces forfaits post-stationnement, fixés et recouverts par les communes sur lesquelles existent du stationnement payant sur voirie, doivent être reversés à la Métropole après déduction des coûts de mise en œuvre de la réforme. Les délibérations du Conseil Métropolitain du 18 décembre 2017 et du 9 décembre 2021 en ont ainsi fixé les modalités réciproquement pour la ville de Tours et de Saint Pierre des Corps.

Cette recette annuelle doit impérativement être affectée à des opérations limitativement énumérées par le code général des collectivités territoriales et il appartient au Conseil métropolitain de délibérer chaque année, avant le 1^{er} octobre, pour déterminer l'affectation du produit des forfaits post-stationnement.

Ainsi, dans la continuité des délibérations du 25 septembre 2017, 18 décembre 2017, 23 septembre 2019, 23 novembre 2020, 9 décembre 2021 et 19 septembre 2022, il vous est proposé d'affecter le montant des forfaits post-stationnement aux dépenses relatives :

- Aux infrastructures routières,
- Aux circulations douces,
- A l'accessibilité.

3/ Constitution de provisions pour litiges et contentieux

Il est rappelé que par souci de sincérité budgétaire, le code général des collectivités territoriales à son article L5217-12-1 rend obligatoire les dotations aux provisions.

Les provisions pour litiges et contentieux sont destinées à couvrir la sortie de ressources probable résultant des litiges (dommages et intérêts, indemnités, frais de procès). Cette provision est constituée dès l'ouverture d'un contentieux en première instance contre l'entité, à hauteur du montant estimé de la charge qui pourrait en résulter, en fonction du risque financier encouru.

Il est estimé que les litiges suivants présentent un risque financier qui justifie la constatation de provisions à hauteur des sommes telles que déterminées :

Objet du litige	Instance	Requérant	Indemnité demandée par requérant	Commentaires	Estim. risque (%)	Montant provision (somme arrondie)
Incendie pont de Grammont	CAA Versailles	SNCF	477 687 €	Somme qui correspond à la condamnation du requérant en 1 ^{ère} instance	10%	48 000 €
Incendie Pont Grammont	CAA Versailles	SNCF	665 918 €	Requérant débouté en 1 ^{ère} instance	10%	67 000 €

Attribution DSP Centre Aquatique du Lac (CAL)	CAA Versailles	Sté Vert Marine	350 000 €	TMVL condamnée en 1 ^{ère} instance à verser 10 000 €	10%	35 000 €
ADS St-Avertin/PLU commune	TA Orléans	Consorts TROTTIGON	687 586 €	Condamnation solidaire commune/TMVL demandée par le requérant	20%	138 000 €
Total :						288 000 €

En conséquence, il est proposé au Conseil métropolitain d'adopter la délibération suivante :

Le Conseil métropolitain, après en avoir délibéré,

Vu le Code général des collectivités territoriales et en particulier les articles L5211-12-1, L.5217-10-1 à L.5217-10-15,

Vu l'instruction budgétaire et comptable M57,

Vu le débat d'orientation budgétaire qui s'est tenu préalablement au vote du budget le 12 février 2024,

Considérant le rapport de présentation des orientations budgétaires qui comportait une erreur matérielle sur la partie 3 « prospective budgétaire du budget principal » ;

Vu la transmission du projet de budget par l'exécutif à l'assemblée délibérante le 12 mars 2024,

Vu l'avis de la commission des Finances et de l'Administration Générale en date du 11 mars 2024,

- **PREND ACTE** de la transmission de l'état recensant les indemnités allouées aux élus métropolitains au 31 décembre 2023 ;

- **PREND ACTE** de la communication des pages 19 à 23 qui annulent et remplacent celles du rapport de présentation des orientations budgétaires consacrées à la prospective budgétaire du budget principal ;

- **ADOpte** le budget primitif 2024 du budget principal qui totalise en recettes et en dépenses la somme de 433 749 571 € ;

- **AUTORISE** le Président ou son représentant pour la durée de l'exercice 2024 à procéder, au titre du budget principal, à des virements de crédits entre chapitres à l'intérieur d'une même section, hors chapitre O12 (dépenses de personnel), dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chacune des sections ;

- **AUTORISE** le remboursement des frais de représentation engagés par le Président sur production de justificatifs dans la limite du montant maximum annuel de 30.000 € ;

- **DECIDE** que le montant des emprunts inscrits au budget primitif 2024 et ainsi voté pourra être réalisé sous quelque forme que ce soit, à savoir, emprunts obligataires, et/ou emprunts classiques : taux fixes ou taux variables et/ou de barrières sur Euribor, d'une durée maximale au plus égale à trente (30) ans.

Ces nouveaux emprunts porteront exclusivement sur des contrats classés 1A, 1B ou 1C selon la grille de Gissler. Il est précisé que les contrats classés 1A représenteront à minima les 2/3 des sommes empruntées. Le recours à des contrats avec effet de levier n'est pas autorisé.

Les index de référence des contrats de ces emprunts pourront être les suivants :

- Taux interbancaire zone euro : L'EONIA, L'EURIBOR 1, 3, 6, 9, 12 mois
- Taux indices obligatoires: TC (TMO, TME)

Il pourra être recouru à tous types d'amortissement et à la possibilité de procéder à un différé d'amortissement.

- **AUTORISE** Monsieur le Président ou M. Vice-Président, rapporteur général du budget, à rembourser par anticipation tout emprunt composant l'encours dans la limite des inscriptions budgétaires ainsi qu'à refinancer ces opérations dans les conditions définies ci-dessus pour les nouveaux emprunts ;

- **AUTORISE** le recours à une ligne de crédit de trésorerie de quinze millions d'euros maximum, destinée à faire face à des besoins momentanés de trésorerie ;

- **DIT QUE** les recettes de l'exercice 2024 engendrées par le reversement des forfaits post-stationnement à la Métropole par les communes seront affectées aux dépenses relatives aux infrastructures routières, aux circulations douces et à l'accessibilité ;

- **DECIDE** de constituer des provisions pour litiges et contentieux telles que précisées ci avant d'un montant total de 288 000 € imputées au 6815 ;

- **AUTORISE** Monsieur le Président ou Monsieur le Vice-Président, rapporteur général du budget, d'une part, à signer tous documents afférents à ces opérations dans leurs formes respectives, dans la limite des montants inscrits au budget, et d'autre part, à lancer la consultation auprès des établissements de crédits ainsi qu'à signer les pré-confirmations de gel des conditions de l'opération.

Le Conseil Métropolitain adopte à la majorité.

1 vote contre.

3 abstentions.

Le Président

Frédéric AUGIS



La secrétaire de séance

Danielle PLOQUIN



